

Compte rendu de la session d'automne 2022

Madame, Monsieur,

Lors de la session d'automne, les Chambres fédérales ont débattu sur de divers projets visant à renforcer le pôle suisse de recherche et d'innovation, mais et des décisions ont également été prises dans le domaine de la formation. Alors que le Conseil national a exigé plus de transparence de la part de l'administration fédérale concernant l'utilisation des moyens financiers du crédit Horizon, le Conseil des Etats a soutenu deux projets de loi du Conseil fédéral, l'un dans le domaine des infrastructures de recherche et l'autre dans la formation du personnel infirmier.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Petra Studer, petra.studer@netzwerk-future.ch

DÉCISIONS DU PARLEMENT

La Suisse doit participer à des réseaux de recherche européens

Le Conseil des Etats a approuvé sans opposition l'adhésion de la Suisse à six réseaux européens d'infrastructures de recherche, appelés «European Research Infrastructure Consortium» (ERIC, **22.030**). Dans le cadre d'ERIC, la collaboration de plusieurs groupements de recherche en Europe doit être rendue possible afin de mettre en place des infrastructures de recherche commune.

Les sept ERIC se nomment «Biobanking and Biomolecular Resources Research Infrastructure», «Consortium of European Social Science Data Archives», «Digital Research Infrastructure for the Arts and Humanities», «European Clinical Research Infrastructure Network», «European Plate Observing System» et «Integrated Carbon Observation System». Les moyens financiers nécessaires à cet effet sont déjà inclus dans le message FRI 2021-2024. La Chambre haute a également voté à l'unanimité en faveur de la modification de la Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI), afin que le Conseil fédéral puisse à l'avenir décider de l'adhésion aux ERIC. L'affaire passe dès lors au Conseil national.



Le Conseil national demande des éclaircissements concernant les moyens financiers alloués à Horizon

Le Conseil national souhaite plus de transparence et de vue d'ensemble sur l'utilisation des fonds du crédits d'engagement du «Paquet Horizon 2021-2027». Par 133 voix contre 50, il a adopté une motion de sa Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-N) allant dans ce sens (**22.3876**). En 2020, le parlement a alloué environ 6,15 milliards de francs à l'association de la Suisse au programme-cadre européen de recherche et d'innovation «Horizon Europe» pour les années 2021-2027. En raison de la non-association, une partie de ces fonds n'a toutefois pas pu être dépensée et d'importants reliquats de crédits sont apparus – 665 millions de francs 2021. Avec cette motion, la Chambre basse demande de la clarté sur l'utilisation des moyens financiers alloués dans le passé ainsi que dans les années à venir. Celle-ci doit être établie au moyen d'un tableau de bord actualisé en permanence. Le Conseil fédéral est d'avis que la transparence est suffisante et a donc proposé de rejeter la motion. Le Conseil des Etats se prononcera par la suite.



Le Conseil des Etats veut mettre en œuvre rapidement l'offensive sur la formation du personnel infirmier

Lors de la première semaine de session parlementaire, la Chambre haute a approuvé à l'unanimité le message du Conseil fédéral sur la mise en œuvre d'une offensive de formation dans le domaine des soins (**22.040**). Il s'agit de la première étape de la mise en œuvre de l'«Initiative pour les soins infirmiers», acceptée par le peuple en novembre 2021. Tant le Conseil fédéral que la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSS-E) chargée de l'examen préalable ont souligné la volonté de mettre en œuvre rapidement l'initiative populaire. Le projet prévoit l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers pendant huit ans par la Confédération et les cantons. En outre, il doit permettre aux infirmières et infirmiers de facturer directement certaines prestations à la charge des assurances sociales, sans prescription médicale. Il est également prévu d'encourager les projets visant à améliorer l'efficacité des soins de santé primaires, notamment l'interprofessionnalité. Le coût total de cette première étape s'élève à 502 millions de francs pour la Confédération. L'objet sera vraisemblablement traité par le Conseil national lors de la session d'hiver.



LES PARLEMENTAIRES ONT EN OUTRE ...

-  ...adopté, au Conseil national, par 87 voix contre 72 et 25 abstentions une motion demandant un financement initial pour des projets numériques phares d'intérêt public (**21.4377**). La Chambre basse a approuvé cette demande en tant que deuxième conseil. Le Conseil fédéral élaborera ensuite un projet de loi.
-  ...rejeté, au Conseil des Etats, la motion «Positionner l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière comme partie intégrante de l'espace suisse de formation» (**22.3391**) par 23 voix contre 14 et 3 abstentions. La motion de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N) demandait notamment un engagement financier de la Confédération pour la poursuite du projet «viamia» dans le bilan de compétences gratuit pour les personnes de plus de quarante ans. Cette demande est donc liquidée.
-  ...rejeté, au Conseil des Etats, par 18 voix contre 15 et 2 abstentions, le postulat «Comment empêcher la souffrance et la mise à mort de centaines de milliers d'animaux de laboratoire dans les élevages?» (**22.3612**). Le Conseil fédéral n'est donc pas tenu de rédiger un rapport indiquant comment réduire le nombre d'animaux de laboratoires excédentaires.
-  ...adopté au Conseil national, par 114 voix contre 64 et 10 abstentions, le postulat «Rapport et stratégie sur l'augmentation de la proportion de femmes dans les professions MINT» (**22.3878**). En collaboration avec les cantons, la Confédération doit mettre en évidence les mesures prises jusqu'à présent pour augmenter la proportion de femmes dans les domaines des mathématiques, de l'informatique, des sciences naturelles et de la technique. Elle doit également analyser leur efficacité et élaborer une stratégie spécifique.
-  ...adopté, au Conseil national, par 149 voix contre 31 et 3 abstentions, le postulat «Admission dans les établissements d'enseignement supérieur (universités/EPF) pour les titulaires d'une maturité professionnelle» (**20.4202**). Le Conseil fédéral doit examiner, en collaboration avec les cantons, si les titulaires d'une maturité professionnelle ou spécialisée peuvent être admis directement, sans passerelle, dans une filière universitaire de leur domaine d'études.



...adopté à l'unanimité, au Conseil des Etats, la motion «Promouvoir et ne pas entraver la recherche et les essais cliniques sur les dispositifs médicaux non commerciaux. Il est urgent d'adapter les émoluments et les exigences» (21.4346). Il s'agit notamment d'adapter les émoluments perçus auprès de l'autorité de contrôle des produits thérapeutiques Swissmedic pour les projets de jeunes scientifiques. Le Conseil fédéral doit donc élaborer une proposition d'adaptation de la loi correspondante.

OBJETS AUXQUELS LE CONSEIL FÉDÉRAL A RÉPONDU



Association de la Suisse aux programmes cadres européens de recherche: quel bilan et quels résultats?

Interpellation (22.3845) du conseiller national Laurent Wehrli (PLR).

Déposée le 17 juin 2022.

Le Conseil fédéral a répondu le 31 août 2022.



Pour une statistique de l'expérimentation animale pertinente et transparente

Interpellation (22.3808) de la conseillère nationale Meret Schneider (PES).

Déposée le 17 juin 2022.

Le Conseil fédéral a répondu le 24 août 2022.



Asseoir et approfondir notre collaboration avec Taïwan dans les domaines de la science, de la technologie, de l'innovation et de la culture

Motion (22.3713) du conseiller national Mustafa Atici (PS).

Déposée le 16 juin 2022.

Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 31 août 2022.



Des cours préparatoires pour permettre aux immigrants hautement qualifiés d'accéder aux hautes écoles

Motion (22.3713) du conseiller national Mustafa Atici (PS).

Déposée le 16 juin 2022.

Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 31 août 2022.



Rendre les coûts effectifs des études dans les hautes écoles transparents pour les étudiants

Motion (22.3779) du conseiller national Thomas Aeschi (UDC).

Déposée le 16 juin 2022.

Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 24 août 2022.



Pour une politique équilibrée en matière de formation

Interpellation (22.3653) de la conseillère nationale Sandra Sollberger (UDC).

Déposée le 15 juin 2022.

Le Conseil fédéral a répondu le 24 août 2022.



Respect de chacune des langues nationales dans les milieux académiques et scientifiques

Interpellation (22.3584) de la conseillère nationale Anna Giacometti (PLR).

Déposée le 9 juin 2022.

Le Conseil fédéral a répondu le 31 août 2022.



Pénurie de main-d'oeuvre spécialisée. Saisir le problème à la racine en instaurant un numerus clausus dans les facultés des sciences humaines et sociales?

Question (22.1028) du conseiller national Manuel Strupler (UDC).

Déposée le 8 juin 2022.

Le Conseil fédéral a répondu le 31 août 2022.

NOUVEAUX OBJETS DÉPOSÉS



Fonds de cohésion et soutien aux hautes écoles : quelles perspectives pour l'Université de Neuchâtel?

Interpellation (22.3923) du conseiller national Baptiste Hurni (PS).

Déposée le 15 septembre 2022.



Renforcer la promotion de la relève académique dans le domaine des professions de la santé

Interpellation (22.4004) de la conseillère nationale Natalie Imboden (PES).

Déposée le 26 septembre 2022.

 **Combattre efficacement la pénurie de main-d'œuvre qualifiée**

Initiative parlementaire (22.472) de la conseillère nationale Katharina Prelicz-Huber (PES).

Déposée le 29 septembre 2022.

 **Pas de langage genré dans les hautes écoles et les instituts de recherche de la Confédération**

Initiative parlementaire (22.472) de la conseillère nationale Theres Schläpfer (UDC).

Déposée le 29 septembre 2022.

 **Atténuer la pénurie de main-d'œuvre qualifiée grâce aux titulaires d'un diplôme de formation professionnelle supérieure**

Motion (22.4105) du conseiller national Mustafa Atici (PS).

Déposée le 29 septembre 2022.

 **Mesures pour la promotion de la médecine de famille**

Interpellation (22.4187) de la conseillère nationale Patricia von Falkenstein (PLR).

Déposée le 29 septembre 2022.

 **Données actuelles sur la pénurie de personnel qualifié dans les soins : à présenter ou à récolter maintenant**

Interpellation (22.4136) du conseiller aux Etats Pirmin Bischof (Le Centre).

Déposée le 29 septembre 2022.

 **Système de données destiné à la recherche dans le domaine de la santé**

Question (22.1056) du conseiller national Baptiste Hurni (PS).
Déposée le 29 septembre 2022.



Pénurie de personnel qualifié dans les TIC : il faut agir !

Question (22.1056) de la conseillère nationale Greta Gysin (PES).
Déposée le 29 septembre 2022.



Quelles formules pour garantir l'attractivité de la formation professionnelle en Suisse?

Postulat (22.4102) du conseiller national Philippe Nantermod (PLR).
Déposée le 30 septembre 2022.

Reproduction des articles autorisée avec l'indication de la source.

Vous êtes inscrit dans notre liste des destinataires avec l'adresse .

Vous ne voulez plus recevoir des informations e-mail? **Effacer votre adresse**

CONTACT

Réseau FUTURE
Münstergasse 64/66, 3011 Berne
Tel. 031 351 88 46
info@netzwerk-future.ch
www.reseau-future.ch

Le Réseau FUTURE réunit des partenaires académiques, scientifiques et politiques pour accroître le soutien au domaine Formation, Recherche et Innovation (FRI) ainsi que pour stimuler le dialogue entre politique et science.

5 octobre 2022
